



P N
U D

DILEMMES DE LA COLLABORATION CIVILO-MILITAIRE ET HUMANITAIRE DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD

NOTE DE POLITIQUE DU PNUD
SUR LA STABILISATION



DILEMMES DE LA COLLABORATION CIVILO-MILITAIRE ET HUMANITAIRE DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD

**NOTE DE POLITIQUE DU PNUD
SUR LA STABILISATION**



Secrétariat du Fonds de Stabilisation Régionale
Place de la Grande Armée
N'Djamena Tchad
Copyright ©PNUD 2021

Éditeurs

Akinola Olojo, PhD
Chika Charles Aniekwe, PhD

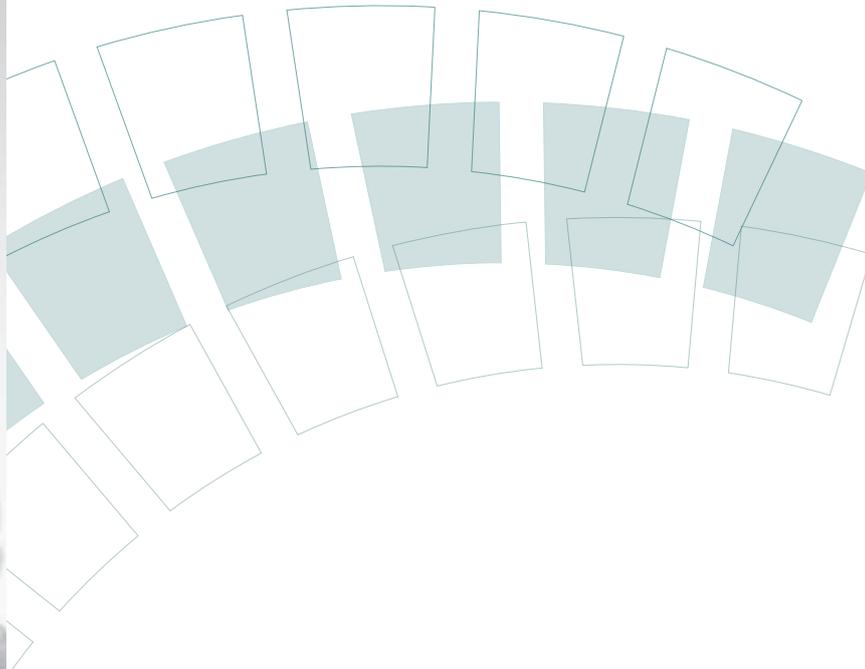
Contributeurs

Teniola Tayo
Malik Samuel
Remadji Hoinathy, PhD
Obatoki Folonso Adam Salami, PhD
Golda Keng
Sara Bottin

TABLE DES MATIERES

Reconnaissance.....	v
Introduction.....	1
La crise Boko Haram : Un bref rappel.....	2
Les États et les interventions d’urgence dans le Bassin du Lac Tchad.....	7
Cartographie de la sécurité, du développement et des interventions humanitaires dans le Bassin du Lac Tchad.....	10
Tendances civilo-militaires dans la région : coordination et défis.....	17
Communauté-militaire.....	18
Humanitaire-militaire.....	22
Implications de la friction entre civils et militaires.....	26
Principales conclusions et recommandations.....	28
Conclusion.....	33
Notes de fin de texte.....	34





RECONNAISSANCE

Le Secrétariat de la SRS tient à exprimer sa sincère gratitude à l'Institut d'études de sécurité (ISS) pour leur soutien et le partenariat de recherche qui ont conduit à l'élaboration de cette note d'orientation. Nos remerciements particuliers vont également à l'Agence de coordination du développement durable et de la réponse humanitaire de l'État de Borno, aux Agences de gestion des urgences des États de Borno et Yobe pour leur disponibilité à discuter avec les chercheurs. Le présent document de politique n'aurait pas été possible sans leurs connaissances contextuelles avérées et contributions émérites.

**AU COURS DU DERNIER TRIMESTRE
DE 2020, LE BUREAU DE LA
COORDINATION DES AFFAIRES
HUMANITAIRES DES NATIONS UNIES
(OCHA) A RECENSÉ AU MOINS**

2,6 MILLIONS

**DE PERSONNES DÉPLACÉES
INTERNES (PDI) DANS LA RÉGION
DU BLT, AFFECTANT DE FAÇON
DISPROPORTIONNÉE LES FEMMES ET
LES ENFANTS**



INTRODUCTION

La sous-région du Bassin du Lac Tchad (BLT), qui couvre le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad est confrontée depuis longtemps à des défis de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de développement. Depuis plus d'une décennie, ces défis ont été exacerbés par l'extrémisme violent (EV). Boko Haram a favorisé l'insécurité et l'instabilité dans le BLT, entraînant une situation d'urgence complexe et prolongée. Depuis 2009, les attaques dans le BLT ont entraîné une augmentation du nombre de meurtres. Au cours du dernier trimestre de 2020, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a recensé au moins 2,6 millions de personnes déplacées internes (PDI) dans la région du BLT, affectant de façon disproportionnée les femmes et les enfants¹. Les déplacements sont restés assez constants au milieu de l'insécurité continue et des moyens de subsistance perturbés liés aux attaques persistantes menées par des factions de Boko Haram.

Les entités étatiques et non étatiques, y compris les acteurs locaux et internationaux, ont essayé de faire face à la situation en élaborant et en mettant en œuvre des réponses de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de développement qui se chevauchent, même si les offensives militaires se sont poursuivies. Toutefois, comme dans d'autres contextes, le lien entre les trois types de réponses est problématique dans le BLT et plusieurs parties prenantes ont reconnu la nécessité de le renforcer². En 2016, le processus de réforme des Nations Unies a appelé à un « nouveau mode de travail » (NWoW). Il a défini ces aspects comme étant les trois côtés d'un même triangle, renforçant la notion de « Triple Nexus » et faisant écho à une déclaration similaire des décideurs

politiques du monde, faite à Istanbul, cette même année³. Compte tenu de la multiplicité des acteurs et des approches, l'opérationnalisation des interventions axées sur la collaboration en vue de parvenir à des résultats collectifs dans les contextes d'EV pose toujours des types de défis uniques.

Dans le contexte d'une crise insoluble, cette note d'orientation analyse les défis de la coordination civilo-militaire et humanitaire dans le BLT. Les interventions d'urgence dans les contextes d'EV soulèvent des questions clés relatives à la capacité des acteurs, souvent en concurrence et coopérant de manière sélective, à atteindre des résultats optimaux et durables eu égard à la stabilisation, au redressement et à la résilience. L'augmentation du nombre et du type d'acteurs intervenant dans le BLT n'a pas atténué l'impact des situations d'urgence complexes sur les communautés de la région. L'ampleur des problèmes de sécurité humaine dans la région nécessite par conséquent des interventions civilo-militaires et humanitaires adaptées au contexte, renforcées, harmonisées et séquentielles pour garantir la réalisation d'un impact réel, immédiat et à long terme sur les moyens de subsistance des communautés affectées.



LA CRISE BOKO HARAM : UN BREF RAPPEL

Depuis 2009, les attaques violentes, les enlèvements et autres activités de Boko Haram ont engendré une violence et une insécurité considérables dans la région du Bassin du Lac Tchad. Bien que des efforts considérables aient été déployés dans la lutte contre le terrorisme, il est toutefois nécessaire de les renforcer en vue de combler les lacunes, d'endiguer le nombre d'attentats, de renforcer les capacités en matière de sécurité et de renforcer les contrôles aux frontières. Cette situation a entravé et freiné le développement dans les régions spécifiquement touchées au Cameroun, au Niger, au Nigeria et au Tchad, dans un contexte de vulnérabilité environnementale ou climatique durable. Ce qui était au départ un problème d'extrémisme violent au Nigeria s'est transformé en une crise prolongée et régionalisée.

À des degrés divers, les quatre pays ont connu différentes formes d'insécurité. En

septembre 2020, 5,2 millions de personnes dans l'ensemble du BLT étaient confrontées à une grave insécurité alimentaire et 500 000 enfants au moins risquaient de souffrir de malnutrition aiguë. Plus de 1 100 écoles ont été fermées en raison de l'insécurité et l'impact global de la violence continue de traumatiser les populations de manière incommensurable⁴.

Les multiples interventions de gestion et de résolution de la crise n'ont pas permis, jusqu'à présent, de stabiliser la région. Elles n'ont pas non plus permis un redressement global des populations affectées. En effet, la consolidation de la paix et le développement dans le BLT demeurent fragiles, en grande partie à cause des attaques constantes de Boko Haram contre les communautés, les acteurs humanitaires et les forces de sécurité. La violence a fait au moins 40 000 morts, mais le nombre de blessés et l'ampleur des dégâts matériels sont difficiles à quantifier.





5,2 MILLIONS DE PERSONNES

étaient confrontées à une grave insécurité alimentaire



500.000 ENFANTS

au moins risquaient de souffrir de malnutrition aiguë



Plus de **1.100 ÉCOLES** ont été fermées

Selon l'Indice mondial du terrorisme pour l'année 2020, la fréquence des attaques a placé Boko Haram parmi les quatre groupes terroristes les plus meurtriers⁵.

Boko Haram est réputé pour sa brutalité. Le groupe a enlevé des civils, attaqué des casernes militaires et tué des soldats, dévalisé des banques, organisé des évasions de prison, et il continue d'utiliser des civils, y compris des femmes et des enfants, pour commettre des actes de violence⁶. En fait, entre 2013 et 2018, le groupe était responsable d'environ 80 % des décès dans le monde liés à des attaques suicides féminines⁷. Les attaques répétées contre les communautés et les moyens de subsistance ont rendu les populations méfiantes à l'égard de l'État ; dans certains cas, cette méfiance a poussé les communautés à conclure des accords tacites et des contrats sociaux avec Boko Haram afin de garantir des modes de protection alternatifs. Dans d'autres cas, des communautés ont été déplacées de force.

Au plan économique, les attaques de Boko Haram ont entravé des activités agricoles auparavant florissantes, notamment

la pêche, l'agriculture et l'élevage qui constituent le pilier de l'économie régionale. Elles ont touché les femmes de manière disproportionnée par rapport aux hommes. Un rapport du PNUD de 2019, intitulé « Mesurer l'impact économique de l'Extrémisme violent menant au terrorisme en Afrique », a révélé que, bien que l'agriculture ait connu la plus forte réduction de la contribution à l'emploi, tant pour les hommes que pour les femmes, l'emploi des femmes dans l'agriculture a connu la plus forte baisse, passant de 51 % de la main-d'œuvre féminine en 2007 à 45 % en 2016. Elles ont également perturbé les réseaux sous régionaux de commerce et de transport préexistants, entraînant notamment une augmentation du coût des échanges, une hausse des prix des produits agricoles et autres, ainsi qu'une perte de revenus et de moyens de subsistance pour les communautés et les États. Le même rapport du PNUD indique que les pertes subies dans l'activité économique informelle en Afrique entre 2007 et 2015 ont atteint 1,68 milliard de dollars US, et que les perturbations des marchés et du commerce transfrontalier informel dues aux mesures de sécurité et

Fonds de Stabilisation Régionale pour le Lac Tchad

Zones d'interventions

Cameroun

Nord: **2.627.920** en 2018
Extrême-Nord: **3.993.000** en 2015

Niger

Région de Diffa: **591.788** en 2012

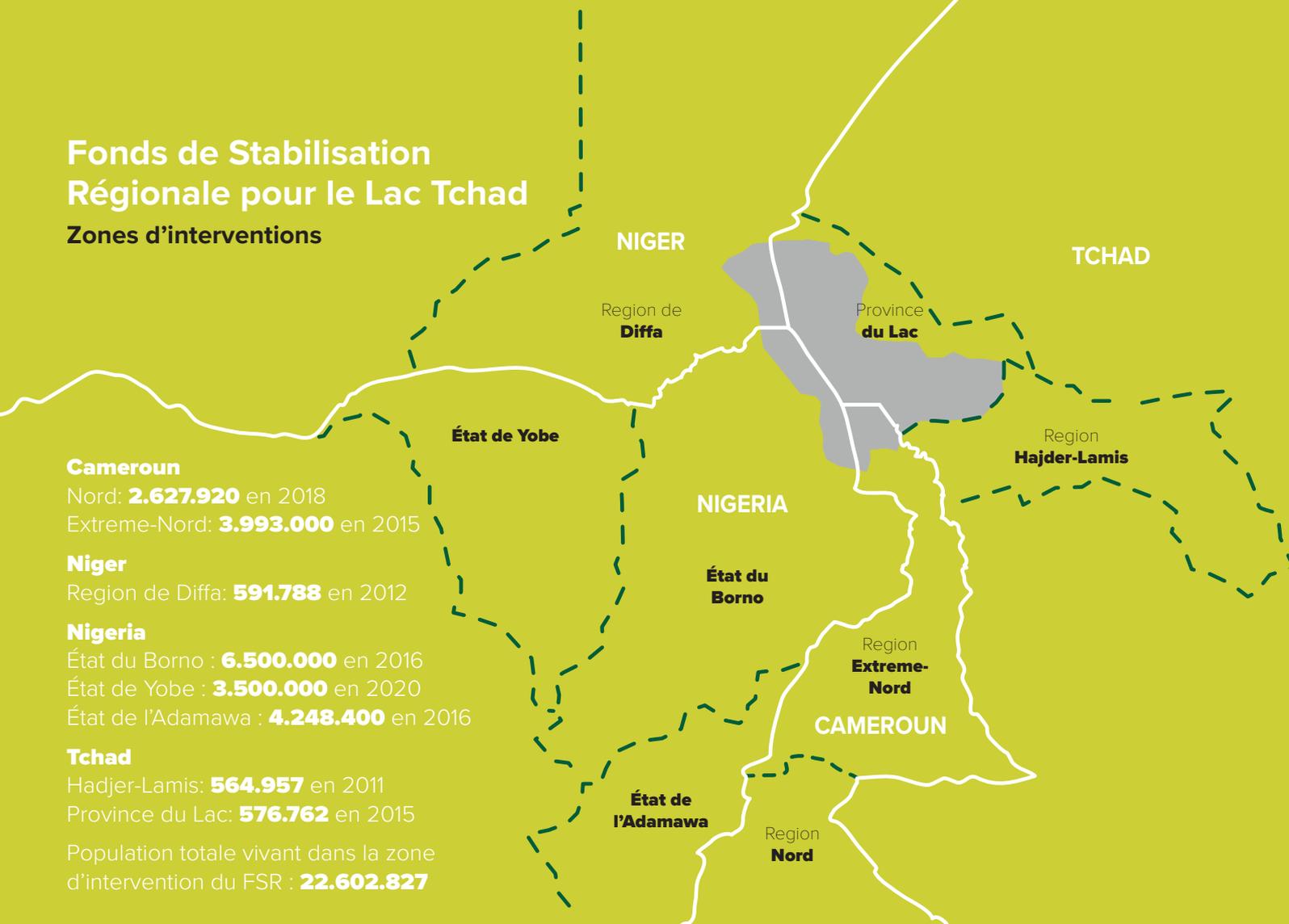
Nigeria

État du Borno : **6.500.000** en 2016
État de Yobe : **3.500.000** en 2020
État de l'Adamawa : **4.248.400** en 2016

Tchad

Hadjer-Lamis: **564.957** en 2011
Province du Lac: **576.762** en 2015

Population totale vivant dans la zone d'intervention du FSR : **22.602.827**



aux activités extrémistes violentes ont eu un impact disproportionné sur les moyens de subsistance et les conditions de vie des femmes⁸.

Les réponses mises en œuvre par les États affectés, y compris les opérations militaires, ont eu un impact involontaire sur les moyens de subsistance des communautés, d'autant plus que l'accès à des zones particulières où des activités économiques sont entreprises est limité. Elles n'ont pas non plus permis d'endiguer les cycles de violence successifs.

Le conflit et l'insécurité dans le BLT sont liés aux changements climatiques dans la région. L'impact de ces changements climatiques sur une écologie déjà fragile intensifie les vulnérabilités existantes et crée de nouveaux risques, rendant encore plus difficile l'évolution du BLT vers la stabilité⁹. En 2020, des inondations dans la région ont causé le déplacement de personnes de leurs maisons

et ont gravement affecté la production agricole, exposant ainsi les communautés au risque de famine et de malnutrition.

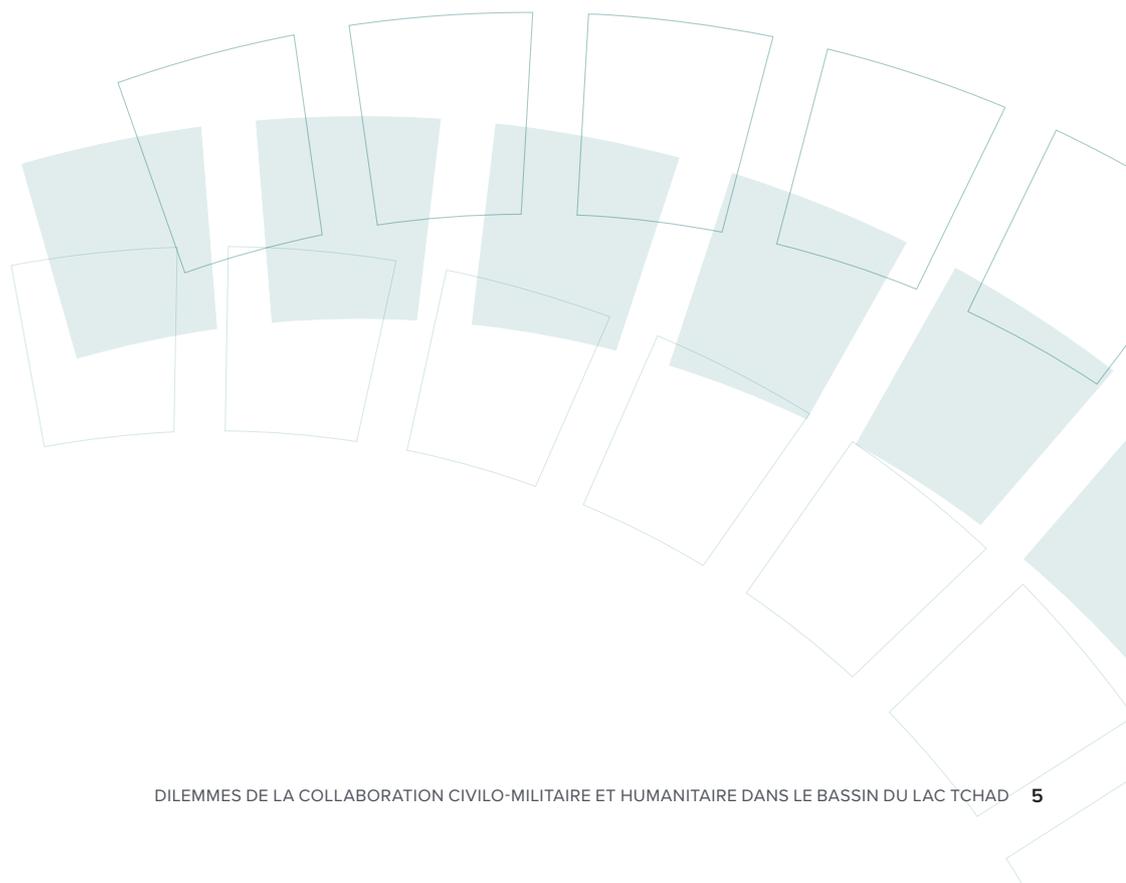
L'apparition de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) a ajouté à la crise régionale un niveau supplémentaire de risque et d'incertitude. Bien qu'elle n'ait pas encore eu d'impact dévastateur, elle a toutefois accentué les pressions sur les services de base et de soins de santé primaires déjà limités et fournis par les institutions publiques et les organismes humanitaires internationaux. Parallèlement, Boko Haram a cherché à exploiter la pandémie dans son discours idéologique contre les communautés, les États et leurs partenaires internationaux¹⁰. Le groupe a souvent rejeté les mesures sanitaires prises par les gouvernements et prétendu qu'elles visaient les musulmans pour les empêcher d'entreprendre le jeûne et le pèlerinage à la Mecque, entre autres pratiques religieuses¹¹.

Bien que le BLT soit au cœur de la crise Boko Haram, il existe des preuves de liens transnationaux entre le groupe et d'autres groupes terroristes et/ou Groupes EV (GEV) à travers l'Afrique et le monde. En mars 2015, le leader de l'époque, Abubakar Shekau, a prêté allégeance au soi-disant État islamique (EI). Un an plus tard, Mamman Nur, un membre pionnier de Boko Haram et Abu Musab al-Barnawi, fils du défunt fondateur Mohammed Yusuf, ont amené certains membres à former une faction dissidente, notamment à cause de la posture dictatoriale de Shekau¹². Néanmoins, les deux factions continuent de se développer, en dépit des scissions entre factions et des changements de dirigeants. Les deux factions utilisent, entre autres, l'extorsion des communautés et les enlèvements contre rançon, comme moyens d'obtention des ressources financières nécessaires à leur subsistance. Les tactiques et opérations décentralisées, ainsi que la conduite d'attaques quotidiennes dans les quatre pays du BLT continuent de causer l'insécurité, d'appauvrir les communautés et de saper l'autorité administrative.

Revenant aux relations à l'échelle mondiale, l'EI a reconnu la nouvelle faction dirigée

par al-Barnawi comme étant la province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP). Cette faction a bénéficié de l'orientation idéologique, de la propagande et de la formation au combat, des conseils de gestion et du soutien financier de l'EI¹³. Il est intéressant de noter que, malgré la désintégration du groupe et la mort de son chef Abou Bakr al-Baghdadi en 2019, l'ISWAP continue de recevoir un certain niveau de soutien, notamment en matière de propagande et de messages. Ces liens signifient que les efforts déployés par les pays du BLT pour contrer Boko Haram doivent tenir compte des tendances et des leçons mondiales.

En 2018, la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et l'Union africaine¹⁴ ont adopté la Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram (SRS) pour y faire face¹⁵. Cette stratégie régionale vise à soutenir les initiatives communautaires et nationales en cours qui sont développées et mises en œuvre pour passer de l'urgence et de l'insécurité à la stabilisation et au redressement durable.



**LA FAIBLESSE DU CONTRAT SOCIAL
ENTRE LES COMMUNAUTÉS ET L'ÉTAT
EST MISE EN ÉVIDENCE PAR L'ABSENCE
DE PROTECTION ET DE FOURNITURE
DE SERVICES DE BASE (ÉDUCATION,
SOINS DE SANTÉ ET INFRASTRUCTURES,
ENTRE AUTRES) QUI FONT PARTIE DES
PRINCIPAUX FACTEURS DE LA CRISE
BOKO HARAM**



LES ÉTATS ET LES INTERVENTIONS D'URGENCE DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD

La sécurité humaine dans le BLT est la responsabilité ultime des États. Cela n'empêche pas les acteurs régionaux et internationaux de jouer un rôle essentiel dans la résolution des problèmes complexes et étroitement liés dans la région. Dans un contexte où Boko Haram a délibérément pris pour cible des représentants de l'État et de ses partenaires locaux et mondiaux, les interventions dans le cadre de la consolidation de la paix, du développement et de l'aide humanitaire se heurtent à des défis pratiques qui requièrent des choix difficiles. Certains de ces choix accentuent la vulnérabilité des communautés et profitent apparemment à Boko Haram, alors que les États sont confrontés au double défi de la protection de leur intégrité territoriale et de la protection physique et socio-économique des communautés.

La faiblesse du contrat social entre les communautés et l'État est mise en évidence par l'absence de protection et de fourniture de services de base (éducation, soins de santé et infrastructures, entre autres) qui font partie des principaux facteurs de la crise Boko Haram¹⁶. Dans certaines communautés, la présence de l'État est à peine visible, ou alors ce sont les forces de sécurité et de défense qui sont les plus présentes. Dans certaines zones où il est présent, l'État et les communautés sont confrontés à des problèmes de confiance. La crise, qui perdure depuis dix ans, a reconfiguré les communautés et modifié le paysage de la sécurité et de la gouvernance. Boko Haram continue d'exploiter ces dynamiques, surtout dans les zones affectées, car il propose des formes alternatives de contrat social tout en adaptant et en sapant la gouvernance, ainsi que les interventions militaires et humanitaires.

En privilégiant la protection de l'intégrité territoriale, les États de la région ont d'abord accordé la priorité à une réponse fondée sur la sécurité, comme en témoignent la mobilisation et l'autorisation de la Force multinationale mixte (FMM). En conséquence, les États n'ont pas été les vecteurs d'un développement et d'une mise en œuvre équilibrés des interventions de consolidation de la paix, de développement et d'aide humanitaire. Les opérations militaires laissent dans leur sillage des populations sans protection – laissant derrière un problème de protection.

Les institutions de la justice et de l'état de droit sont, dans de nombreux cas, extrêmement faibles et ne répondent pas aux besoins des communautés, particulièrement lorsqu'il existe des violations des droits de l'homme. Selon le rapport du PNUD intitulé « Sur les chemins de l'Extremisme en Afrique », les privations et la marginalisation, soutenues par une faible gouvernance et des violations des droits de l'homme, sont les principales forces qui poussent les jeunes vers l'extrémisme violent. L'exécution extrajudiciaire de Mohammed Yusuf en 2009, qui a conduit à l'escalade de la crise Boko

Haram, est un exemple clé de la manière dont une justice faible pourrait exacerber l'insurrection. Des exécutions extrajudiciaires similaires ont été signalées au Cameroun¹⁷, ce qui continue d'alimenter la méfiance. En outre, depuis 2017, les gouvernements ont eu du mal à gérer des milliers de suspects de Boko Haram et ont été accusés de violations des droits de l'homme dans certains cas,¹⁸ y compris le cas récent de la mort d'anciens associés de Boko Haram au Tchad¹⁹. Ces facteurs combinés ont suscité le ressentiment et servi de motivation au recrutement par Boko Haram et d'autres GEV intervenant



dans le BLT. Les actions et les inactions des États de la région peuvent conduire à ces abus, compromettant ainsi sérieusement la capacité des gouvernements du BLT et de leurs partenaires internationaux à promouvoir la sécurité et le développement²⁰.

Par ailleurs, la position des États en tant que parties au conflit Boko Haram complique le déploiement de l'aide humanitaire, particulièrement au sein des communautés soupçonnées de s'associer au groupe terroriste. Les communautés des zones contrôlées par Boko Haram et les organismes

d'aide qui cherchent à leur porter secours sont souvent stigmatisées²¹. Bien que les interventions de l'État aient été adaptées et évolutives, elles n'ont pas été suffisamment intensifiées et ciblées pour s'attaquer aux dimensions transfrontalières des crises du BLT et démanteler réellement Boko Haram.



CARTOGRAPHIE DE LA SÉCURITÉ, DU DÉVELOPPEMENT ET DES INTERVENTIONS HUMANITAIRES DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD

La gravité et la complexité de la crise de Boko Haram ont donné lieu à diverses interventions. Sa nature transnationale a fait que les interventions nationales ont souvent impliqué des partenariats externes. Plusieurs acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans les secteurs de la sécurité, du développement et de l'humanitaire mettent directement en œuvre ou soutiennent des mesures visant à stabiliser la région et à susciter une relance et un développement socio-économiques.

Une cartographie de ces acteurs montre certaines similitudes, mais aussi des différences dans leurs programmes ou leurs approches et comment ils se placent au niveau des secteurs. Elle montre également que, non seulement ces acteurs sont confrontés à divers défis de manière indépendante, mais qu'ils ont également du mal à créer des synergies avec leurs homologues en raison de faiblesses systémiques. Si les interventions dans différents secteurs s'alignent parfois, cela n'a pas été le cas dans la plupart des exemples

et les approches conjointes demeurent une exception.

Comme dans le cas de la promotion de la sécurité humaine, les États du BLT sont également responsables, en dernier ressort, de la résolution effective et durable de la crise Boko Haram. Il existe toutefois des variations dans leurs priorités et leurs réponses à la crise. De 2009 à 2014, Boko Haram a été pratiquement considéré comme un problème nigérian, bien que les liens humains et matériels du groupe avec les pays voisins de la région soient connus. Des mesures politiques et programmatiques visant à prévenir et à combattre l'extrémisme violent (PCEV) et à veiller à ce que la crise ne s'étende pas au Cameroun, au Niger et au Tchad, n'ont été prises qu'en 2014. Alors que la violence et l'insécurité se propageaient dans la région, les pays ont élaboré et mis en œuvre des réponses différentes, même s'ils ont tous accordé la priorité aux opérations militaires contre Boko Haram.

Outre les opérations menées par leurs armées sur leurs territoires, les États ont également mené des opérations conjointes dans le cadre de la Force multinationale mixte (FMM). Le déploiement de la FMM a été autorisé par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA en 2015²². Dans des pays comme le Nigéria, la FMM a bénéficié

de l'assistance d'un autre acteur ayant une connaissance plus approfondie du terrain de la crise – la Force d'intervention civile conjointe (CJTF)²³. Il existe également d'autres groupes communautaires de défense civile et de chasseurs dans le pays, ainsi que dans les États voisins.

Les opérations militaires visent à rétablir la paix dans les zones touchées par les attaques de Boko Haram. Cependant, malgré les progrès réalisés par la FMM, le succès global des efforts collectifs dépendra de l'accélération cohérente et de l'achèvement, par les États membres du BLT, en collaboration avec toutes les parties prenantes, de la deuxième phase de leur mandat. Ceci est souligné dans le Concept stratégique d'opérations de la Force, à savoir faciliter la mise en œuvre des programmes de stabilisation globale par les États membres de la CBLT et le Bénin dans

les zones affectées, y compris la restauration complète de l'autorité étatique et le retour des personnes déplacées internes (PDI) et des réfugiés²⁴. Pour ce faire, la CBLT a été chargée, par ses États membres, de faciliter les mécanismes et processus requis pour la consolidation des acquis de la FMM.

Les États ont donc complété les réponses sécuritaires par des interventions de développement, facilitées par la coopération régionale et internationale à travers la CBLT qui est utilisée par les États comme une plate-forme commune pour une approche régionale. En particulier, la SRS de la CBLT, appuyée par l'UA et d'autres acteurs internationaux, cherche à relier les degrés d'interventions aux niveaux local, national et régional, en vue de priver Boko Haram d'une plateforme nécessaire à son expansion et à sa survie.



L'Organisation des Nations Unies (ONU), dont les agences jouent des rôles spécifiques, est un acteur central dans le BLT. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont fourni une assistance d'urgence précieuse aux communautés depuis le début de cette crise. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) aide tous les quatre États à gérer les conséquences migratoires de cette crise, tandis que le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies fournissent une aide humanitaire.

Le PNUD, par le biais de son Fonds pour la stabilisation de la région du Bassin du Lac Tchad (FSR), se concentre sur deux résultats clés. D'abord la mise en œuvre des interventions de stabilisation visant à rétablir la sûreté et la sécurité des communautés, à fournir des infrastructures essentielles et des moyens de subsistance aux communautés affectées. À cet égard, quatre guichets ont été mis en place à Maiduguri (Nigeria), Diffa (Niger), Bol (Tchad) et Maroua (Cameroun) pour la mise en œuvre. Le deuxième aspect concerne le renforcement, par le PNUD, des capacités de la CBLT à mettre en œuvre des interventions de stabilisation, de redressement et de résilience à long terme²⁵.

La Banque mondiale fournit également une aide au développement dans la région. Elle a contribué à hauteur de 200 millions USD en 2017 et de 176 millions USD supplémentaires en 2020 pour appuyer les efforts déployés dans le BLT²⁶. La Banque africaine de développement (BAD) apporte également son soutien à la CBLT par le biais du FSR du PNUD. Les parties prenantes externes ne sont pas limitées aux institutions financières internationales. Des donateurs bilatéraux tels que l'Allemagne, la Suède, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'UE ont également fourni des fonds pour la mise en œuvre de la SRS et la fourniture d'une assistance humanitaire et en matière de développement.

En outre, la CBLT regorge de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) et d'organisations communautaires de

base (OCB) qui proposent diverses formes d'assistance humanitaire. Par exemple, depuis 2017, la Fondation Neem a fourni des services psychosociaux à plus de 7000 personnes dans l'État de Borno, au Nigeria, grâce à son programme phare « *Counselling on Wheels* »²⁷. La guérison thérapeutique des enfants est également assurée par divers acteurs non étatiques (mais aussi étatiques), grâce à la formation du personnel à l'assistance socio psychologique et à la prise en charge des traumatismes. Si beaucoup de ces organisations sont nationales ou situées dans les régions affectées, d'autres sont toutefois étrangères. Ces ONG et OCB se concentrent sur divers aspects de la consolidation de la paix, du développement et de l'aide humanitaire, tels que les soins de santé, l'éducation et l'acquisition de compétences, l'autonomisation des femmes, l'engagement des jeunes, la durabilité de l'environnement, les droits de l'homme, la cohabitation pacifique, la déradicalisation, la réhabilitation et la réintégration. Ces organisations se spécialisent dans différents terrains de la région et peuvent également déployer de l'aide en partenariat avec le PAM, le HCR et d'autres organismes humanitaires internationaux. Ces organisations sont importantes en raison de leur proximité avec les communautés et de leur compréhension des dynamiques locales.

Des activités humanitaires sont également entreprises par des entités du secteur privé dans la région. Au Nigeria, la Fondation Aliko Dangote contribue à la construction de logements pour les personnes déplacées²⁸. Ce soutien va dans le sens de la reconnaissance, par les Nations Unies, du rôle crucial du secteur privé, comme en témoigne l'adoption de la Résolution 2396 par le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU), en 2017²⁹. En effet, le lien indissociable entre la sécurité et le développement doit être reconnu par le secteur privé, ce qui constitue un point d'entrée idéal pour l'engagement sur les questions de lutte contre le terrorisme dans le BLT.

Conformément à leur responsabilité première en matière de sécurité humaine, les États fournissent également une aide



humanitaire. Au Nigéria, pays qui compte la plus forte concentration de victimes de la crise, le gouvernement a créé en 2019, le Ministère fédéral des Affaires humanitaires, de la Gestion des catastrophes et du Développement social, qui a pour mandat d'élaborer des politiques humanitaires, de mobiliser des partenaires et des ressources et de coordonner l'action humanitaire, entre autres charges. La *National Emergency Management Agency* (Agence nationale de gestion des situations d'urgence) du pays et les *State Emergency Management Agencies* (Agences de gestion des situations d'urgence relevant des États) (SEMA) contribuent également aux efforts de secours.

À l'instar du Nigeria, le Niger a également créé, en 2016, un Ministère de l'Action humanitaire et de la Gestion des Catastrophes. Ce ministère est chargé, entre autres, de l'élaboration de politiques humanitaires, de la mobilisation de partenaires et de ressources et de la coordination de l'action humanitaire.

Au Cameroun, le ministère de l'Administration territoriale, par le biais de la Direction de la protection civile, supervise les activités humanitaires du gouvernement. Au niveau

décentralisé, c'est l'Inspecteur des services généraux qui, sous la supervision du Gouverneur de région, assure la coordination des activités humanitaires et de la protection, notamment par le biais de la Brigade d'Intervention rapide de l'Armée.

Dans le cas du Tchad, la Commission Nationale d'Accueil, de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés, organe interministériel créé en 2011 et supervisé par le ministère de l'Administration territoriale, est chargée de la protection et de la mobilisation des ressources humaines, financières et matérielles en faveur des réfugiés, des rapatriés et des demandeurs d'asile. Sur le plan opérationnel, elle collabore avec les agences humanitaires et gère également les questions de sécurité.

La création de ces ministères soulève toutefois des questions quant à la duplication du rôle des acteurs humanitaires internationaux, et peut-être la question de savoir ce que l'avenir réserve aux acteurs humanitaires internationaux. L'existence de ces différentes entités (étatiques et non étatiques) devrait plutôt être comprise dans le contexte de leur complémentarité et non sous l'angle de la rivalité. En outre,

la responsabilité de répondre aux besoins de sécurité humaine incombe, en dernier ressort, à l'État ; et la présence des acteurs humanitaires internationaux dans les pays touchés ne doit pas être interprétée de manière erronée sous l'optique de la permanence. En d'autres termes, leur présence, bien qu'essentielle, est temporaire.

Compte tenu du rôle que l'État est censé jouer dans les efforts de consolidation de la paix et de redressement dans la région, il est impératif qu'il coordonne les activités de tous les autres acteurs. Les États collaborent de diverses manières avec les acteurs non étatiques et internationaux dans la fourniture d'une assistance humanitaire aux communautés. L'État qui est, en dernier ressort, responsable de la protection de la vie et des biens des personnes dans la région, apporte son soutien aux acteurs humanitaires en garantissant leur sécurité et leur sûreté au moment de la fourniture des secours. L'implication des entités étatiques dans les activités humanitaires introduit toutefois une certaine nuance dans la manière dont elles interagissent avec les agences de sécurité étatiques et entre elles.

Les agences humanitaires internationales sont liées par les principes de neutralité. Ce principe indique que les acteurs humanitaires ne doivent pas coordonner l'assistance et les interventions avec les acteurs de la sécurité de l'État, leur faire rapport ou accepter des escortes de sécurité de l'État. Cela a nécessité un système avancé de coordination civilo-militaire dans lequel OCHA, en tant qu'organe de coordination des affaires humanitaires, agit comme

canal de communication entre les acteurs humanitaires internationaux et les forces de sécurité nationales et régionales. OCHA organise régulièrement des réunions de coordination civilo-militaire connues sous le nom de CIMCORD. Bien que la fréquence et le format de ces réunions, qui sont organisées aux niveaux national et infranational, varient en fonction du pays et du contexte, elles visent à sécuriser les zones de conflit afin que les acteurs humanitaires puissent s'y déplacer en toute sécurité. OCHA mène cette activité aux niveaux national et infranational. Cela permet aux acteurs humanitaires de partager avec les forces de défense et de sécurité des informations essentielles, en particulier les itinéraires de déplacement proposés et les lieux d'intervention³⁰. Dans certains cas, cependant, les organes étatiques servent d'intermédiaire entre les acteurs humanitaires et les militaires au niveau national. Par exemple, dans l'État de Yobe, au Nigeria, la SEMA collabore avec les garnisons militaires et leur fait part des besoins en matière de sécurité humanitaire³¹.

La situation est différente dans le cas des ONG locales et des acteurs humanitaires étatiques. Le principe de neutralité s'applique également aux acteurs humanitaires étatiques, en ce sens qu'ils ne font pas de discrimination dans la sélection des bénéficiaires de leurs interventions. Il ne leur est toutefois pas interdit d'utiliser des escortes militaires pour faciliter et sécuriser les interventions. Au Nigeria, la SEMA de Borno interagit régulièrement avec les commandants militaires pour obtenir des escortes pour les missions humanitaires³².

COMPTE TENU DU RÔLE QUE L'ÉTAT EST CENSÉ JOUER DANS LES EFFORTS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX ET DE REDRESSEMENT DANS LA RÉGION, IL EST IMPÉRATIF QU'IL COORDONNE LES ACTIVITÉS DE TOUS LES AUTRES ACTEURS.



Outre la coordination militaire, les agents de l'État jouent de plus en plus un rôle de coordination, de réglementation et de surveillance des acteurs humanitaires non étatiques. Dans le contexte du Nigeria, le ministère fédéral des Affaires humanitaires, relativement nouveau, joue un rôle central dans la coordination des activités humanitaires au niveau fédéral. L'activité humanitaire est également coordonnée au niveau de trois États du Nigeria : Borno, Adamawa et Yobe. Les mécanismes de cette coordination diffèrent en fonction des États, l'État de Borno ayant le dispositif le plus avancé, compte tenu de sa position d'épicentre de la crise Boko Haram. De même, le Cameroun, le Niger et le Tchad disposent de mécanismes à travers lesquels les agences de l'État interagissent avec les acteurs humanitaires. Cette interaction a lieu essentiellement par le biais de réunions de coordination mensuelles, mais aussi de réunions plus importantes sur une base trimestrielle ou semestrielle³³.

Tout comme le modèle des activités humanitaires, un large éventail d'acteurs entreprend des activités de développement visant à favoriser la stabilisation. OCHA et le PNUD mettent conjointement en œuvre le paradigme du triple nexus, ce qui signifie que OCHA est chargé de coordonner les activités humanitaires, alors que le PNUD est chargé des activités de paix et de développement. Dans des circonstances idéales, il y aura un transfert sans heurt des acteurs humanitaires à ceux qui se concentrent sur le développement à long et moyen terme, en vue de restaurer les moyens de subsistance et de réduire la vulnérabilité des communautés au conflit. Cependant, en raison de la volatilité de la situation de conflit dans le BLT, il n'a pas encore été possible de prévoir un transfert sans heurt. Sans avoir en vue une fin précise de la crise de Boko Haram, il convient néanmoins d'initier des interventions de développement dans le cadre de la situation de conflit afin de restaurer la présence et l'autorité de l'État pour sécuriser les communautés.

Étant donné que les activités de développement nécessitent une stabilité durable, l'accent est mis sur la coopération civilo-militaire entre les communautés et les acteurs de la sécurité pour la collecte de renseignements et le partage de connaissances. Le Secrétariat de la Stabilisation de la CBLT a mis en place une Cellule de Coopération civilo-militaire (CIMIC), au niveau national pour le Nigeria, le Tchad, le Niger et le Cameroun, ainsi qu'au niveau régional, par le biais de la Cellule de Coopération civilo-militaire de la CBLT/FMM, afin d'assurer une surveillance civile. Les bureaux de la CIMIC collaborent en cas de besoin avec la FMM, au niveau régional, et avec les armées nationales, au niveau national. Ce mécanisme de coordination permet de soumettre les défis nationaux au niveau régional pour leur résolution. Il facilite également le partage d'expérience entre les différents bureaux³⁴. La CIMCORD humanitaire, dirigée par OCHA, traite des interactions entre les acteurs humanitaires et les militaires, en appui à des objectifs exclusivement humanitaires. Dans le cadre de la SRS, la Cellule CIMIC et les conseillers CIMIC facilitent les interactions entre les parties prenantes militaires et civiles, en appui à la stabilisation élargie du BLT, telle qu'articulée dans les neuf piliers de la SRS. La structure CIMIC est relativement nouvelle et constitue un élément clé de la SRS. La reconnaissance de la CIMIC comme jouant un rôle dans le cadre de la SRS pourrait être comprise comme un signe que les pays du BLT sont orientés vers une position d'où ils seront progressivement en mesure de relever les défis humanitaires, de développement et de sécurité dans la région. La nomination de conseillers CIMIC aux niveaux régional et national est également un développement important et positif qui place au centre la préoccupation relative à l'interaction civilo-militaire, et qui bénéficiera de l'expérience acquise et des enseignements tirés au fil du temps.

TENDANCES CIVILO-MILITAIRES DANS LA RÉGION : COORDINATION ET DÉFIS

L'efficacité de la coordination civilo-militaire est cruciale, compte tenu de son rôle central dans l'endiguement de l'insécurité, la facilitation de l'action humanitaire et la garantie du développement. Toutefois, les tentatives de renforcement de la coordination ou de la coopération se heurtent souvent à des défis. On peut retrouver ces défis dans l'interaction entre les communautés et les militaires, mais aussi entre les militaires et les acteurs humanitaires et du développement.



Communauté-militaire

Il faut comprendre qu'au tout début de la crise Boko Haram, une grande partie de la responsabilité de la contre-insurrection était assumée par les militaires. Cependant, avec le temps, la nécessité d'une intégration progressive mais nécessaire, du rôle des civils et des communautés, est devenue manifeste. Perdre de vue l'implication de la dimension civile signifie que les communautés locales déjà affectées par l'insurrection auront à supporter un fardeau plus lourd. Cette situation doit donc être gérée de manière appropriée, et une approche ou un cadre de programmation doit refléter l'adhésion des communautés et/ou des civils.

La coopération entre les communautés et les militaires prend diverses formes, notamment la création de la CJTF à laquelle il a été attribué certains des progrès réalisés contre Boko Haram depuis 2013 au Nigeria, ou les comités de sécurité et de vigilance au Cameroun, au Niger et au Tchad. Les habitants des communautés affectées connaissent mieux les terrains sur lesquels les forces de défense et de sécurité opèrent et sont mieux placés pour localiser ou identifier les extrémistes violents qui vivent parmi eux. Ils peuvent fournir des renseignements précieux aux officiers qui, dans la plupart des cas, connaissent un peu ou pas du tout la langue, la culture et la géographie des zones dans lesquelles



ils ont été déployés. Les forces de défense et de sécurité sont toutefois nécessaires pour assurer la sécurité et la protection des communautés afin d'éviter la perturbation de leur vie et de leurs moyens de subsistance.

Cependant, la relation globale entre les communautés et les militaires, qui doit être mutuellement bénéfique, est confrontée à plusieurs défis. Parmi ces défis, on compte le manque de confiance entre les deux parties ainsi que les actions punitives des extrémistes violents contre les communautés qu'ils ont vu travailler avec les agents de sécurité.

Le manque de confiance entre les communautés et les militaires est réciproque. Les militaires sont méfiants et accusent certaines communautés d'aider et de soutenir des extrémistes violents, qui peuvent être issus de ces communautés, et de saper ainsi leurs efforts. D'autre part, les communautés se méfient de l'armée qui porte de telles accusations générales qui, dans certains cas, donnent lieu à des actions proches de la violation des droits de l'homme, telles que des arrestations et des détentions arbitraires, des expulsions forcées et des exécutions extrajudiciaires. Cette méfiance a remis en cause la coopération entre ces deux catégories d'acteurs.

Certaines des mesures et stratégies adoptées par l'armée contre Boko Haram ont également eu des répercussions inattendues sur les communautés, renforçant davantage leur méfiance. Dans le but d'asphyxier Boko Haram, l'armée a tenté de limiter l'accès du groupe aux approvisionnements vitaux en interdisant la circulation des personnes, des véhicules et même des bateaux dans certaines zones et à certaines périodes ; ces interdictions ont toutefois entravé le transport et l'utilisation de certains produits de base qui sont vitaux pour la subsistance des civils³⁵. Par exemple, l'interdiction du transport et de l'utilisation d'engrais solides dans les États du Nord-Est du Nigeria (Borno, Adamawa et Yobe), en vigueur depuis au moins trois ans, a affecté de manière considérable les moyens de subsistance de milliers de ménages. Il en est de même pour l'interdiction de la culture et de la

commercialisation du poivron dans la région de Diffa, au Niger³⁶.

La confiance entre les civils et les militaires doit être renforcée et soutenue par des interactions constantes et une meilleure communication. Sans la confiance et le soutien total des communautés locales, les efforts déployés dans le BLT ne connaîtront pas de succès. Il arrive que des rapports sur des attaques planifiées par Boko Haram émanent simultanément de sources militaires et de populations locales, mais avec des degrés de précision variables. Plus précisément, certains de ces rapports présentent l'armée comme minimisant la menace extrémiste violente, alors que des sources contraires provenant des communautés locales reflètent des communautés en difficulté. Il s'agit d'un domaine (le système d'alerte précoce, d'alerte et de réponse) qui mérite un degré considérable de réconciliation en termes de partage et de gestion des informations entre l'armée et les communautés.

Il existe néanmoins quelques pratiques prometteuses à cet égard ; par exemple, une approche consultative civilo-militaire de la sécurité a été soutenue par le projet régional du PNUD : *Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique : une approche axée sur le développement*. En étroite collaboration avec le Gouvernorat de la Région du Lac sur la partie continentale, des dialogues communautaires civilo-militaires sur l'extrémisme violent ont été organisés dans deux communautés pilotes, et elles ont abouti à l'élaboration de 10 recommandations pratiques pour renforcer la sécurité des communautés. Les recommandations ont ensuite été traduites en plans de sécurité communautaire.

Les entretiens menés pour cette étude ont révélé que le Secrétariat de la SRS et l'équipe de PEV du PNUD à Addis-Abeba ont soutenu la FMM pour développer un cadre de communication stratégique (StratCom) pour un discours de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, en collaboration avec les communautés locales. Le plan d'action StratCom cible les activités aux niveaux sectoriels pour mobiliser les communautés

et renforcer les interactions civilo-militaires et la confiance mutuelle³⁷. Il prévoit également la formation des militaires sur l'importance d'une bonne communication et de bonnes relations avec les communautés, ce qui est essentiel pour renforcer les capacités de communication des militaires à mobiliser les communautés. Des initiatives telles que les actions de sensibilisation médicale peuvent être inspirées par les militaires et ces idées entrepreneurantes peuvent constituer une plateforme sur laquelle établir la confiance avec les civils.

Des défis supplémentaires qui compliquent l'engagement auprès des militaires peuvent être compris dans le contexte de la culture organisationnelle de l'armée, qui diffère de celle des organisations civiles. Dans certains cas, cela concerne le degré de partage d'informations par les militaires, en particulier lorsque ces informations sont classées comme sensibles. Dans d'autres cas, il s'agit de la différenciation du protocole d'information entre les militaires et les civils dans le cadre d'une stratégie militaire élargie contre Boko Haram. Du point de vue des civils, le protocole d'information diffère et l'approche militaire de la gestion de l'information ne donne parfois pas

une image réelle de la situation sur le terrain, en particulier lorsqu'elle affecte les communautés. Par exemple, l'armée peut décrire une situation comme étant « calme » ou « sous contrôle », alors qu'en fait, les civils sont confrontés à des exactions, des pillages, des enlèvements et d'autres violations. Cette perception et ce rapport disparates ne sont pas propres à la région du BLT³⁸.

La compréhension du caractère hiérarchique dans l'armée est également cruciale pour une interaction plus efficace. Par exemple, les demandes de coordination et les signalements de violations de droit par les militaires doivent être adressés au bureau adéquat et au plus haut fonctionnaire chargé du mandat correspondant. Une mauvaise orientation des demandes ou le boycott d'un haut fonctionnaire, en raison d'une mauvaise compréhension des grades peut entraver les efforts de coordination et saper la bonne volonté. Il y a en général des difficultés lorsque les militaires ne sont pas bien éclairés quant à l'identité et au rôle d'un acteur civil particulier, et c'est particulièrement le cas en ce qui concerne les différentes entités civiles engagées dans le processus de stabilisation du BLT.

LE PLAN D'ACTION STRATCOM CIBLE LES ACTIVITÉS AUX NIVEAUX SECTORIELS POUR MOBILISER LES COMMUNAUTÉS ET RENFORCER LES INTERACTIONS CIVILO-MILITAIRES ET LA CONFIANCE MUTUELLE.



Humanitaire-militaire

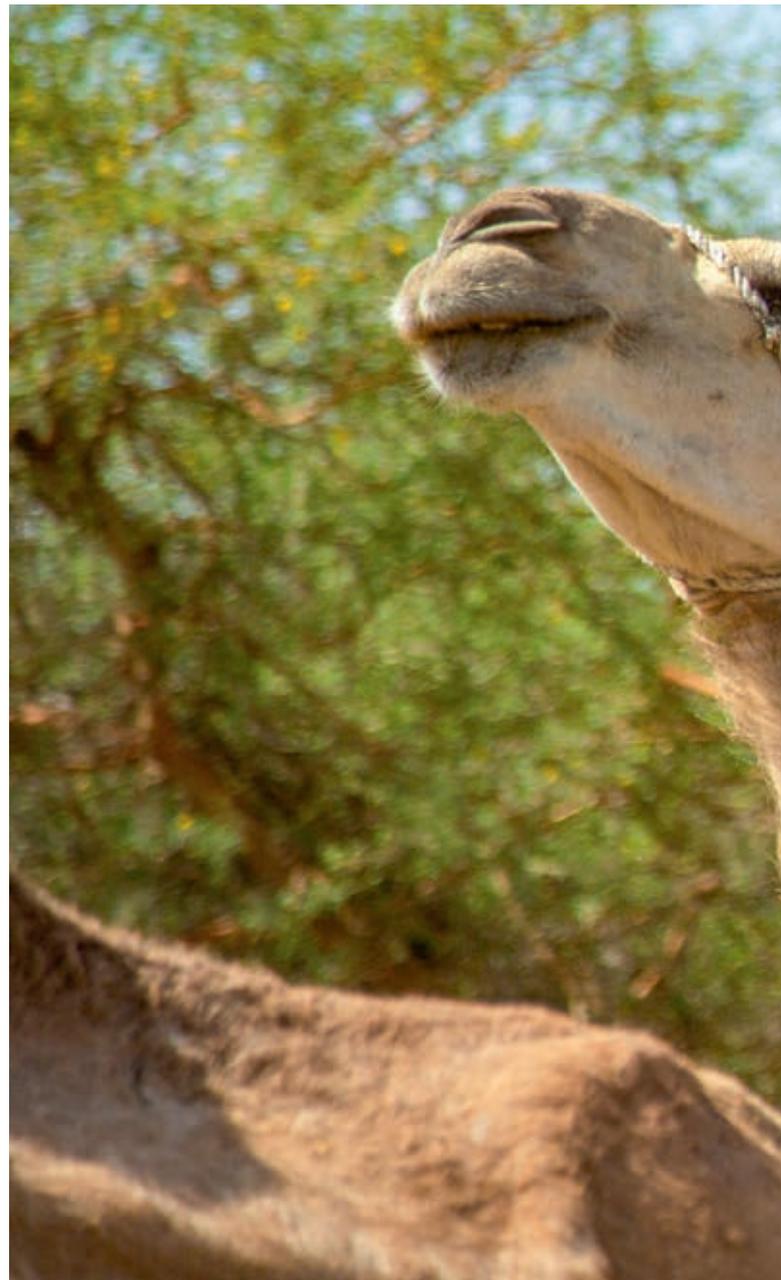
Il a déjà été établi qu'il existe un besoin de renforcement de la coopération et de la coordination entre les acteurs humanitaires et les militaires. Cependant, cette coopération est également confrontée à des défis, pour les acteurs humanitaires étatiques comme non étatiques.

Dans le contexte des acteurs humanitaires étatiques, un défi majeur de la coordination militaire est le manque de personnel et d'équipement disponibles pour escorter les missions humanitaires dirigées par le gouvernement. Ce défi logistique signifie qu'une mission unique planifiée avec une importante quantité d'articles humanitaires à livrer est parfois divisée en plusieurs missions plus petites, car l'armée ne peut pas assurer une sécurité adéquate pour une seule grande mission. Ceci a des implications financières, temporelles et d'urgence. Le transport d'articles humanitaires lors de plusieurs petites missions augmente les coûts logistiques tels que le ravitaillement en carburant des véhicules humanitaires. Cela signifie également que les missions prennent beaucoup plus de temps que prévu, car la mission transportant un lot doit revenir avant le transport d'un autre lot. Le temps nécessaire et la réaffectation des fonds provenant de l'achat de matériel humanitaire au paiement de la logistique, peuvent entraîner une utilisation inefficace des ressources limitées. Par ailleurs, en raison du facteur temps, il y a des implications humanitaires car les interventions d'urgence peuvent ne pas atteindre les bénéficiaires en temps opportun³⁹.

Dans le contexte des acteurs humanitaires externes, en particulier les organisations internationales non gouvernementales (OING) et les organismes humanitaires des Nations Unies, un défi majeur de la coordination militaire concernent l'évolution des lois ou des cadres juridiques dans les divers pays du BLT. Ces lois menacent d'affecter la capacité des organismes humanitaires à respecter le principe de neutralité. Par exemple, le Nigeria a institué récemment des lois qui rendent obligatoire l'utilisation d'escortes militaires par les acteurs humanitaires⁴⁰. Cette mesure s'inscrit

dans le cadre d'un ensemble plus large de réglementations visant à coordonner et à superviser efficacement les activités des acteurs humanitaires non étatiques. Bien que cela puisse être considéré comme un développement positif, il existe le risque que les réglementations d'accompagnement puissent réduire de manière contre-intuitive l'espace humanitaire et aller à l'encontre du principe de neutralité humanitaire. Des négociations sont néanmoins en cours, les deux parties restant conscientes de ce défi anticipé.

Les militaires, quant à eux, se méfient également des activités de certains acteurs humanitaires non étatiques. Il est déjà bien connu que le principe de neutralité est un point de friction entre l'armée et le système humanitaire. Il existe,



cependant, des soupçons plus importants selon lesquels les acteurs humanitaires soutiennent les activités des insurgés de manière intentionnelle ou non. En 2019, l'armée nigérienne a accusé les organisations humanitaires d'aider Boko Haram en lui fournissant de la nourriture et des médicaments. Certaines de ces organisations ont, en effet, reçu l'ordre de fermer leurs bureaux principaux dans l'État de Borno et ont été déclarées *persona non grata*⁴¹. Ces développements n'étaient pas sans rappeler les accusations portées par l'armée nigérienne contre l'un des organismes des Nations Unies, lorsque les activités de l'organisation ont été suspendues en 2018⁴². De telles suspicions ont toutefois été observées à un degré moindre dans les autres pays du BLT.

L'interdiction ou la suspension de ces organisations affectent souvent la fourniture l'aide humanitaire aux communautés locales qui, au final, souffrent davantage et deviennent plus vulnérables au recrutement par Boko Haram. Néanmoins, ces défis attirent également l'attention sur la nécessité, pour les acteurs humanitaires et les autres entités intervenant dans les opérations de consolidation de la paix, d'être conscients de la manière dont leurs activités s'inscrivent dans l'environnement socio-économique et sécuritaire où ils interviennent⁴³. La nécessité d'éclairer les zones d'ombre en termes de mandats, ainsi que la sensibilisation aux questions d'éthique, de confiance et de responsabilité, sont cruciales pour l'harmonisation des engagements multipartites dans le BLT.





Un autre défi à la coordination est le sentiment d'instrumentalisation par les armées nationales qui existe parmi les travailleurs humanitaires. Il arrive que les militaires orientent les civils vers des zones contrôlées et sécurisées afin de garantir un accès sûr aux acteurs humanitaires et à l'aide. Toutefois, cette approche présente des difficultés, car les personnes se trouvant en dehors de ces zones souffrent et sont souvent privées d'aide humanitaire. Dans certains cas, elles sont considérées comme des associées à Boko Haram et se voient refuser l'accès à l'aide humanitaire. Cela pourrait entraîner la cooptation des acteurs humanitaires dans une stratégie militaire, car la fourniture de l'aide dans de telles conditions pourrait ne pas être basée sur une évaluation indépendante des besoins. Comme c'est le cas dans la plupart des conflits dans le monde, les acteurs humanitaires affirment qu'ils prennent en charge les victimes de conflits violents, qu'il s'agisse de civils ou de combattants. Mais l'incapacité des acteurs humanitaires à s'engager auprès des groupes d'opposition armés dans le BLT sape la perception de leur neutralité et de leur impartialité, exposant ainsi leurs opérations au risque d'attaques par des groupes armés.

En outre, la réticence des acteurs humanitaires à utiliser des escortes militaires mène parfois à des attaques contre des convois humanitaires, fournissant ainsi, par inadvertance, des véhicules et d'autres matériels aux extrémistes violents ou réalisant les objectifs de propagande à travers la prise d'otages. Du fait de cette situation, les gouvernements des quatre pays du BLT cherchent à rendre obligatoire l'utilisation d'escortes militaires par les acteurs humanitaires. L'adoption de lois à cet égard, par le Nigeria, a servi d'exemple au Cameroun, au Niger et au Tchad qui cherchent à adopter des mesures similaires⁴⁴. De telles lois soulèvent la nécessité d'une conversation et d'un dialogue approfondis sur la relation future entre l'État et les acteurs humanitaires dans un contexte de conflit asymétrique.

Accepter les escortes militaires de l'État n'est qu'un dernier recours pour les

acteurs humanitaires non étatiques car, conformément aux principes humanitaires, le fait d'être perçus comme coopérant avec l'armée peut mettre davantage en péril les groupes humanitaires, face aux attaques des insurgés. Ainsi, les organismes humanitaires sont constamment confrontés au dilemme lié aux convois escortés et il demeure le risque d'être la proie de terroristes qui les capturent pour demander des rançons, échanger des prisonniers et les utiliser dans des vidéos de propagande. Ce fut le cas lorsqu'un convoi d'aide du PAM escorté par l'armée nigériane a été attaqué près de la frontière du Nigeria avec le Cameroun, en 2017.

Les interventions humanitaires au sein des communautés auxquelles Boko Haram s'attaque, a placé les travailleurs humanitaires dans le collimateur du groupe extrémiste violent. Certains travailleurs humanitaires ont été enlevés et d'autres ont été tués⁴⁵. Au milieu de ces défis, les activités humanitaires ont été entravées davantage par les restrictions à la circulation dues à la pandémie de COVID-19. Par exemple, au début de l'année 2020, ces restrictions ont coïncidé avec une période où des milliers de personnes ont été déplacées à la suite d'une opération anti-insurrectionnelle majeure, dont le nom de code était « Colère de Boma », menée par l'armée tchadienne⁴⁶. Cette opération a entraîné le déplacement d'au moins 100 000 personnes et la réimplantation forcée de plusieurs camps de PDI, une situation qui a ajouté une pression supplémentaire à une situation d'urgence déjà complexe⁴⁷.

Dans une moindre mesure, il existe également des difficultés de coordination entre les acteurs du développement et les acteurs humanitaires. En effet, les acteurs humanitaires sont sans doute présents sur le terrain depuis plus longtemps et ont pu mettre en place des structures de dialogue avec les autorités, et établir également un cadre de coordination entre les organismes humanitaires intervenant dans les zones affectées. Cette coordination a également été étendue aux militaires dans certains cas.

IMPLICATIONS DE LA FRICTION ENTRE CIVILS ET MILITAIRES

Les implications des niveaux de conflit existants se manifestent sous des formes qui semblent contribuer à la prolongation de la crise Boko Haram. L'impact sur les civils figure en tête de liste de ces implications. Pendant les premiers jours de violence de Boko Haram, les opérations militaires étaient caractérisées par des accusations générales, des arrestations et des détentions de civils. C'était particulièrement le cas de jeunes hommes accusés de s'associer à Boko Haram. Les membres du groupe provenant en grande partie des communautés, les forces de sécurité avaient du mal à distinguer ceux qui en étaient membres de ceux qui ne l'étaient pas. Cela a créé une atmosphère de peur au sein des communautés et un profond ressentiment envers les forces de sécurité. Cette situation a joué en faveur de Boko Haram en termes de recrutement, car de nombreux jeunes ont rejoint le groupe, soit pour être protégés des forces de sécurité, soit pour se venger de leurs rudes expériences entre les mains des militaires.

Les moyens de subsistance des civils sont également affectés par la méfiance entre les communautés locales et les forces de

sécurité. L'interdiction, par l'armée, des engrais secs dans le nord-est du Nigeria a eu des conséquences néfastes sur l'agriculture, dans une région où l'agriculture est la principale occupation de la population. L'interdiction de la pêche et de la culture du poivron dans certaines zones, comme dans la région de Diffa, au Niger, a également eu des effets négatifs en termes de pertes de revenus. La crise Boko Haram a déjà fortement affecté l'accès des communautés à la terre. Cette interdiction, qui est en vigueur depuis 2018, affecte la capacité des populations à cultiver. L'effet à long terme de cette situation est l'insécurité alimentaire à laquelle des millions de personnes dans la région sont actuellement confrontées. Un cas grave peut être observé actuellement au Nigeria où OCHA prévoit que jusqu'à 5,1 millions de personnes dans les États les plus touchés de la zone nord-est du pays risquent de souffrir d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure de 2021⁴⁸. Concrètement, c'est la première fois depuis la période 2016-2017, qu'une famine était sur le point d'être déclarée dans l'État de Borno.

Alors que la crise affecte une population civile de plus en plus vulnérable, les conséquences de la méfiance continuent de se manifester, en particulier dans les zones reculées. Une partie de la stratégie de Boko Haram consiste à maintenir et à traiter les civils comme des esclaves, y compris des esclaves sexuels. Cela se reflète notamment dans les actes perpétrés par la faction dirigée par Shekau, connue sous le nom de *Jama'atu Ahlus-Sunnah Lidda'Awati Wal Jihad* (JAS). Les civils affectés sont contraints de travailler pour le groupe (agriculture, collecte de bois de chauffage et d'eau, entre autres tâches) et on les empêche de quitter. S'ils

s'échappent, ils risquent la mort s'ils sont pris⁴⁹. Pourtant, certains civils parviennent à trouver des occasions de s'échapper et, lorsqu'ils y parviennent, ils cherchent généralement la protection de l'armée. Cependant, les forces de sécurité peuvent être méfiantes et soupçonner les évadés d'être, en réalité, des membres de Boko Haram. Par conséquent, un processus de filtrage rigoureux est nécessaire pour faire la distinction entre les anciens membres véritablement repentis et ceux qui viennent pour servir d'agents doubles.

Le conflit entre les forces de sécurité et les travailleurs humanitaires a également pour conséquence l'incapacité de ces derniers à fournir les services de secours dont les populations civiles vulnérables ont tant besoin. Il existe des zones de l'administration locale et des villages entiers qui sont totalement inaccessibles aux travailleurs humanitaires. Une zone peut être interdite d'accès, soit pour des raisons d'insécurité et être classée « zone de guerre », soit parce que les militaires insistent sur le fait qu'aucun civil n'y vit. L'utilisation d'engins explosifs improvisés (EEI) par Boko Haram constitue également un problème qui pourrait, à long terme, rendre certaines zones inaccessibles. Les travailleurs humanitaires affirment cependant que les gens trouvent toujours le moyen de sortir de ces endroits inaccessibles et ils attirent l'attention sur le fait que les proches de ces personnes sont laissés derrière et ne peuvent pas s'échapper. L'Organisation des Nations Unies estime que 1,2 million de personnes, dont 81 % dans l'État de Borno, au Nigeria, sont inaccessibles aux travailleurs humanitaires⁵⁰. Par conséquent, les travailleurs humanitaires ont souligné la nécessité de mener des évaluations indépendantes dans ces endroits afin d'évaluer la situation d'un point de vue humanitaire.

**L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
ESTIME QUE**

1,2 MILLION

**DE PERSONNES,
DONT 81 % DANS
L'ÉTAT DE BORNO,
AU NIGERIA, SONT
INACCESSIBLES
AUX TRAVAILLEURS
HUMANITAIRES**



PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Il est essentiel que les plans d'intervention prennent en considération la réalité des capacités étatiques et institutionnelles limitées et contestées, à la fois comme facteur et conséquence du conflit, et qu'ils en tiennent compte dans leur conception. Le Secrétariat de la SRS de la CBLT doit diriger l'initiative d'une évaluation lucide des capacités des quatre pays du BLT, des armées nationales, des organisations de la société civile locales, ainsi que des organisations régionales. Une telle évaluation devrait également être régulièrement mise à jour afin de s'adapter à l'évolution rapide de l'environnement sécuritaire et politique dans le BLT. Cela permettra de faire une évaluation de suivi des opportunités et des menaces présentées par les différents niveaux et types d'engagement auprès de l'État.



Renforcer les cadres existants et établir le dialogue entre eux :

Les cellules CIMIC et CIMCORD existent à différents niveaux, symbolisant la volonté des acteurs de dialoguer et de collaborer pour un déploiement harmonieux des différentes interventions sur le terrain. Au vu des difficultés analysées dans cette note d'orientation, il ressort la nécessité de renforcer ces initiatives respectives et d'insister sur la communication constante, la collaboration et le partage d'enseignements entre elles, afin d'obtenir de meilleurs résultats. Il est nécessaire de soutenir la FMM en vue d'améliorer la communication avec les communautés affectées dans différents secteurs par le biais d'interventions militaires plus sensibles aux conflits qui améliorent la perception de la confiance dans les interventions de stabilisation et constituent une bonne défense contre les idéologies d'EV propagées par Boko Haram. Le PNUD, OCHA et la FMM sont les mieux placés pour assumer cette responsabilité, en collaboration avec le Secrétariat de la SRS de la CBLT.

Il convient de lancer un débat sur les dilemmes de la coopération civilo-militaire-humanitaire dans le Bassin du Lac Tchad.

Malgré les dilemmes existants, les acteurs, indépendamment de leur catégorie et de leur programme, interviennent sur le même terrain et disposent, à travers la SRS, d'un cadre politique global qui lie étroitement toutes les réponses proposées par les divers acteurs : sécurité, aide humanitaire et développement durable. En d'autres termes, la SRS rend plus que nécessaire l'harmonisation des positions et des programmes et l'enchaînement des actions. Cela exige de ces acteurs un dialogue franc en vue de parvenir à des directives claires pour une collaboration et un déploiement efficaces sur le terrain. Les principes du droit international humanitaire et les directives du Comité permanent inter-organisations serviront de base à de telles directives. Au plan politique, le leadership de la CBLT, avec le soutien du Commandant de la FMM, sera nécessaire. Cet effort doit être conjointement mis en œuvre par OCHA.



Il est nécessaire de cataloguer, de séquencer, de coordonner et de surveiller correctement les interventions planifiées par les divers acteurs de la région, en particulier les entités civiles, humanitaires et militaires.

Afin de coordonner et de séquencer efficacement ces interventions, tous les acteurs devront s'engager dans un plan de travail qui définit clairement les rôles et les responsabilités. À cet égard, une coordination entre les cellules CIMIC et CIMCORD serait utile en termes de responsabilité pour ces tâches. Toutefois, la réalisation de ces tâches devrait se faire en collaboration avec les pays respectifs du BLT. Cela réduira la probabilité d'une reproduction par inadvertance ou d'un sabotage des efforts qui pourraient se produire à la suite d'approches cloisonnées de la planification et de la mise en œuvre des interventions. Les cadres existants pour le dialogue multi-acteurs doivent être renforcés à tous les niveaux en vue d'une meilleure synergie des interventions. Ceci est particulièrement crucial pour l'instauration de la confiance entre l'armée et les organisations de la société civile. Le rassemblement des acteurs autour d'un cadre commun doit, dans la mesure du possible, être mené par les autorités locales et régionales, en vue d'assurer la continuité du processus de mise en œuvre. Les interventions au niveau territorial n'en demeurent pas moins une grande priorité.



Les plans d'intervention doivent conserver un certain niveau de flexibilité afin de reconfigurer et de s'adapter à la dynamique du changement dans la région.

La dynamique des conflits dans le BLT évolue rapidement et constamment, et les retards qui surviennent avec de multiples acteurs devront être atténués grâce à une meilleure coordination. Par exemple, un dialogue renforcé entre les acteurs militaires, civils et humanitaires peut contribuer à améliorer la probabilité que les interventions puissent continuer à être déployées dans le BLT, même dans un contexte d'instabilité croissante de la situation sécuritaire. La responsabilité de la conduite du dialogue devrait, là encore, impliquer le Secrétariat de la SRS de la CBLT, OCHA et la FMM, mais aussi les représentants des organisations humanitaires locales. Le contexte évoluant rapidement, une gestion efficace des données sera essentielle. Cela permet, entre autres, de fournir un point de référence des connaissances aux divers acteurs, tout en garantissant une mémoire institutionnelle dans la région.



Des efforts supplémentaires doivent être déployés en vue de l'opérationnalisation des approches axées sur la communauté ainsi que du suivi de leur mise en œuvre.

Bien qu'il soit généralement admis que cette approche est cruciale, les différentes catégories d'acteurs ont diverses manières de tenter de se concentrer de nouveau sur les communautés, et cela peut les amener à se contredire ou mal se compléter. Les interventions commencent souvent par un engagement à placer les communautés au centre, mais un mauvais suivi conduit à ce que d'autres questions prennent le pas sur les intérêts de la communauté. Dans ce processus, les intérêts des femmes ne sont souvent pas bien pris en compte, d'où la perte de contributions vitales de grande envergure et sensible au genre. Les acteurs communautaires, qui vont au-delà des chefs traditionnels, pour inclure les femmes, les jeunes et d'autres groupes sociaux, devraient être impliqués dans les consultations sous régionales afin d'apporter une diversité de voix communautaires autour de la table. Les militaires devraient faire partie de cette entreprise, car ils constituent un élément essentiel de l'ensemble des efforts. Le Forum des Gouverneurs du BLT constitue une bonne occasion de renforcement de l'engagement eu égard aux perspectives des entités civiles, humanitaires et militaires.



Les acteurs humanitaires et de développement externes ne doivent pas chercher à remplacer les acteurs étatiques et non étatiques locaux et régionaux.

Ils devraient plutôt concevoir des stratégies dans leurs plans d'intervention qui tiennent compte de leur transition hors de la région. Plus précisément, en ce qui concerne la mise en œuvre de la SRS, les États devraient s'approprier davantage leurs programmes de développement et de protection dans les zones touchées et jouer un rôle plus ouvert avec les acteurs humanitaires et du développement. De la même manière que les défis civilo-militaires-humanitaires sont abordés, les difficultés latentes qui peuvent survenir dans les efforts de collaboration entre les acteurs locaux et les acteurs extérieurs, devraient également être analysées, comprises et atténuées. Il peut s'agir de défis tels que la cohabitation d'acteurs externes du développement avec des fonctionnaires d'institutions nationales et régionales, une situation qui met en évidence les disparités en matière de bien-être et de moyens de subsistance. Il s'agit d'une question importante, car le modèle du « consultant externe intégré » est souvent utilisé comme un moyen de renforcer l'appropriation locale et de transférer des compétences. Cependant, lorsque ce n'est pas correctement géré, cela peut créer l'effet inverse. Des moyens de subsistance radicalement différents peuvent créer une distance entre les deux parties ; cela peut affecter la motivation et les incitations des acteurs locaux, ce qui, à son tour, affecte l'appropriation.



CONCLUSION

Les tensions qui existent entre les communautés locales et les forces de sécurité d'une part, et entre les acteurs humanitaires et les forces de sécurité d'autre part, révèlent une nécessité et une opportunité de renforcer la cohésion stratégique et opérationnelle entre et parmi ces acteurs. La cohésion à ces niveaux est essentielle pour le succès de la stabilisation, du redressement et de la résilience des communautés affectées par Boko Haram à court, moyen et long terme. La SRS de la CBLT fournit un cadre utile et une opportunité, pour les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix, de travailler avec les parties prenantes en vue d'atteindre les objectifs tant recherchés de stabilisation, de redressement et de résilience dans la région. Cependant, comme expliqué dans cette note, l'objectif de la stabilisation doit reconnaître et surmonter les restrictions qui entravent l'harmonisation, le séquençage et l'opérationnalisation des interventions civilo-militaires et humanitaires. Pour comprendre comment surmonter ces restrictions, il était nécessaire dans ce

document, de rappeler d'abord le caractère de la crise Boko Haram. Comment la crise est liée aux défaillances de l'État a également été expliqué. Une cartographie des multiples acteurs, étatiques et non étatiques, mais aussi internes et externes, a été réalisée en vue de comprendre leurs programmes de réponse à la crise. Des domaines de coordination, mais aussi des défis, ont été mis en évidence en ce qui concerne l'interaction civilo-militaire, ce qui a été présenté avec des implications particulières pour les communautés. Nonobstant ces défis, certaines orientations stratégiques ont été fournies dans cette note et ne se limitent pas seulement à l'interaction entre les acteurs civils et militaires. Elles s'inscrivent plutôt dans le contexte plus large de questions qui ne se déroulent certainement pas de manière isolée les unes des autres. Telle est la nature d'une crise qui dure depuis plus d'une décennie et qui suscite de grandes attentes chez les acteurs nationaux, régionaux et mondiaux qui s'efforcent d'honorer leurs engagements dans la région du BLT.

NOTES DE FIN DE TEXTE

1. UNOCHA, Lake Chad Basin Humanitarian Snapshot, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20200917_lcb_humanitarian_snapshot_en_covid.pdf, 16 septembre 2020.
2. UN Secretary-General, Secretary-General-designate António Guterres' remarks to the General Assembly on taking the oath of office, <https://www.un.org/sg/en/content/sg/speeches/2016-12-12/secretary-general-designate-ant%C3%B3nio-guterres-oath-office-speech>, 12 décembre 2016.
3. NYU Center on International Cooperation, The Triple Nexus in Practice: Toward a New Way of Working in Protracted and Repeated Crisis, <https://cic.nyu.edu/sites/default/files/triple-nexus-in-practice-brochure-december-2019-final.pdf>, Décembre 2019.
4. UNOCHA, Lake Chad Basin Humanitarian Snapshot, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20200917_lcb_humanitarian_snapshot_en_covid.pdf, 16 septembre 2020.
5. Institute for Economics & Peace, *Global Terrorism Index 2020: Measuring the Impact of Terrorism*, <https://visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2020/11/GTI-2020-web-1.pdf>, 2020.
6. Young Boy Executes Nigerian Christian Prisoner in Horrifying ISIS Video After Declaring: 'We Won't Stop Until We Take Revenge for All The Blood That Was Spilled', *MailOnline*, <https://www.dailymail.co.uk/news/article-7911765/Young-boy-executes-Nigerian-Christian-prisoner-horrifying-ISIS-video.html>, 21 Janvier 2020.
7. Institute for Economics & Peace, *Global Terrorism Index 2019: Measuring the Impact of Terrorism*, <https://www.economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2020/08/GTI-2019web.pdf>, 2019.
8. Measuring the economic impact of violent extremism in Africa | UNDP in Africa
9. J Vivekananda et al., Shoring up Stability: Addressing Climate and Fragility Risks in the Lake Chad Region, <https://shoring-up-stability.org/wp-content/uploads/2019/06/Shoring-up-Stability.pdf>, Mai 2019.
10. B Bukarti, How Is Boko Haram Responding to Covid-19? <https://institute.global/policy/how-boko-haram-responding-covid-19>, Mai 2020.
11. P Alayoku, Boko Haram and Covid-19 Propaganda Dynamics, Spoor Africa, https://www.researchgate.net/publication/341882606_Boko_Haram_and_the_Covid-19_Propaganda_Dynamics, Juin 2020.
12. F Akum, I Abdoulaye and H Bako, What doesn't break Boko Haram in Niger makes it stronger. *ISS Today*, <https://issafrica.org/iss-today/what-doesnt-break-boko-haram-in-niger-makes-it-stronger>, 28 mai 2019.
13. V Foucher, The Islamic State Franchises in Africa: Lessons from Lake Chad, International Crisis Group, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/iswap-29oct20.pdf>, Octobre 2020.
14. La CBLT, créée en 1964, offre une plateforme de coopération sous régionale pour répondre aux préoccupations politiques, socio-économiques et sécuritaires. Compte tenu du caractère de plus en plus régional de l'extrémisme violent, il est primordial de situer les réponses des États affectés dans un cadre multipartite.
15. Commission du Bassin du Lac Tchad, Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram, <https://www.peaceau.org/uploads/regional-stabilisation-recovery-and-resilience-strategy-rss-.pdf>, Août 2018.
16. K Mohammed, The Message and Methods of Boko Haram, in M-A Pérouse de Montclos (ed.), *Boko Haram: Islamism, Politics, Security and the State in Nigeria*, Leiden: African Studies Centre, 2014.
17. Cameroonian Soldiers Jailed for Killing Women and Children, *Reuters*, <https://www.reuters.com/article/us-cameroon-security/cameroonian-soldiers-jailed-for-killing-women-and-children-idUSKCN26C2O6>, 21 septembre 2020.
18. A Ngari and A Olojo, Besieged but not Relenting: Ensuring Fair Trials for Nigeria's Terrorism Suspects, *Institute for Security Studies, West Africa Report 29*, Mai 2020.
19. A Ngari, Chad's New Counter-Terrorism Law: A Step in the Right Direction? *ISS Today*, <https://issafrica.org/iss-today/chads-new-counter-terrorism-law-a-step-in-the-right-direction>, 15 Juin 2020.
20. UN General Assembly, In Larger Freedom: Towards Development, Security and Human Rights for All, https://www.preventionweb.net/files/13545_13545A592005SGReportInLargerFreedom.pdf, 21 Mars 2005.
21. Mercy Corps Suspends Northeast Nigeria Work After Army Shuts Offices, *Reuters*, <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-security-idUSKBN1WB04B>, 26 Septembre 2019.
22. W Assanvo, J Abatan and W Sawadogo, Assessing the Multinational Joint Task Force against Boko Haram, *Institute for Security Studies, West Africa Report 19*, Septembre 2016.
23. O Bamidele, Civilian Joint Task Force (CJTF) – A Community Security Option: A Comprehensive and Proactive Approach to Reducing Terrorism, *Journal of Deradicalization*, No 7, 2016.
24. Commission du Bassin du Lac Tchad, Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram, <https://www.peaceau.org/uploads/regional-stabilisation-recovery-and-resilience-strategy-rss-.pdf>, Août 2018.

25. Commission du Bassin du Lac Tchad, Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram, <https://www.peaceau.org/uploads/regional-stabilisation-recovery-and-resilience-strategy-rss-.pdf>, Août 2018.
26. La Banque mondiale, Renforcement du redressement et de la consolidation de la paix au Nord-est du Nigeria, <https://www.worldbank.org/en/results/2020/11/10/strengthening-recovery-and-peacebuilding-in-north-east-nigeria>, Novembre 2020.
27. Neem Foundation, Mental health, psychosocial support and training, <https://www.neemfoundation.org.ng/our-programmes/mental-health-psychosocial-support-training.html>
28. Dangote Donates N2 billion all Inclusive 200 Housing Units to Boko Haram Victims, *Premium Times*, <https://www.premiumtimesng.com/regional/north-east/272816-dangote-donates-n2-billion-all-inclusive-200-housing-units-to-boko-haram-victims.html>, 18 Juin 2018.
29. Conseil de Sécurité des Nations Unies, Résolution 2396 (2017), Adoptée par le Conseil de Sécurité lors de sa 8148ème Réunion tenue le 21 décembre 2017, S/RES/2396 (2017), [https://undocs.org/en/S/RES/2396\(2017\)](https://undocs.org/en/S/RES/2396(2017)), 21 Décembre 2017.
30. Entretien avec le Chef du Bureau régional d'OCHA pour la région de Diffa, Niger, 9 mars 2021.
31. Entretien avec le Secrétaire exécutif de l'Agence de gestion des situations d'urgence relevant des États (SEMA), État de Yobe State, Nigeria, 10 février 2021
32. Entretien avec le Président exécutif de l'Agence de gestion des situations d'urgence relevant des États (SEMA), État de Borno, Nigeria, 9 mars 2021
33. Entretien avec le Chef du Bureau régional d'OCHA pour la région de Diffa, Niger, 9 mars 2021
34. Entretien avec le Conseiller de la Coordination régionale civilo-militaire (CIMIC), Secrétariat de la Stabilisation régionale, PNUD, 9 mars 2021.
35. R Hoinathy, Boko Haram Blocks Lake Chad trade Routes. *ISS Today*, <https://issafrica.org/iss-today/boko-haram-blocks-lake-chad-trade-routes>, 11 Janvier 2021.
36. F Akum, I Abdoulaye and H Bako, What doesn't break Boko Haram in Niger makes it stronger. *ISS Today*, <https://issafrica.org/iss-today/what-doesnt-break-boko-haram-in-niger-makes-it-stronger>, 28 Mai 2019.
37. Entretien avec le Conseiller de la Coordination régionale civilo-militaire (CIMIC), Secrétariat de la Stabilisation régionale, PNUD, 9 mars 2021
38. Entretien avec le Secrétariat de la Stabilisation régionale du PNUD pour le Lac Tchad, N'Djamena, Tchad, 15 mars 2021.
39. Entretien avec le Président exécutif de l'Agence de gestion des situations d'urgence relevant des États (SEMA), Borno State, Nigeria, 9 mars 2021.
40. Human Rights Watch, Nigeria: Army Restrictions Stifling Aid Efforts, <https://www.hrw.org/news/2020/03/04/nigeria-army-restrictions-stifling-aid-efforts>, Mars 2020.
41. Nigerian Army Says NGO Aided Terrorists, Forces it to Close Office, *Reuters*, <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-security-idUSKBN1W430K>, 19 Septembre 2019.
42. Nigerian Army Accuses UNICEF of Impropriety, Announces 'Suspension' of its Activities in North-east, *Premium Times*, <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/301122-breaking-nigerian-army-accuses-unicef-of-impropriety-announces-suspension-of-its-activities-in-north-east.html>, 14 Décembre 2018.
43. A Olojo, Humanitarian Aid in Nigeria's North-east: Helping or Hurting? *ISS Today*, <https://issafrica.org/iss-today/humanitarian-aid-in-nigerias-north-east-helping-or-hurting>, 31 juillet 2019.
44. Entretien avec le Chef du Bureau régional d'OCHA pour la région de Diffa, Niger, 9 mars 2021.
45. Amnesty International, Nigeria: Boko Haram Killing of Aid Worker Hauwa Liman is a War Crime, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/10/nigeria-boko-haram-killing-of-aid-worker-hauwa-liman-is-a-war-crime/>, October 2018.
46. R Hoinathy, Is counter-terrorism history repeating itself in Lake Chad Basin? *ISS Today*, <https://issafrica.org/iss-today/is-counter-terrorism-history-repeating-itself-in-lake-chad-basin>, 15 Avril 2020.
47. Interview au Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, Baga Sola, Tchad, Novembre 2020.
48. Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), Nigeria Situation Report, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Nigeria%20Situation%20Report%2C%203%20Feb%202021.pdf>, 4 février 2021.
49. F Akum, R Hoinathy and M Samuel, Managing the Journey out of Violent Extremism, *Institute for Security Studies, West Africa Report 32*, Mars 2021.
50. Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), About OCHA Nigeria, <https://www.unocha.org/nigeria/about-ocha-nigeria>, 26 Août 2020.



Secrétariat du Fonds de Stabilisation Régionale

Place de la Grande Armée

N'Djamena Tchad

Copyright ©PNUD 2021